

APPEL À PROJETS

ÉTAT

CENTRE NATIONAL DE LA MUSIQUE

RÉGION OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

2020

**SOUTIEN À LA PROGRAMMATION ET AUX
NOUVELLES FORMES DE DIFFUSION DES MUSIQUES
ACTUELLES EN MILIEU RURAL ET/OU URBAIN**

MUSIQUES ACTUELLES EN RÉGION OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE



CRÉDITS

Le présent document est une publication des partenaires Etat, Centre national de la musique, Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée. Toute utilisation, reproduction, totale ou partielle, est soumise à l'utilisation du crédit « Sources : APPEL À PROJETS 2020 - Etat - Centre national de la musique - Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ».

Novembre 2020

Plus d'informations sur le site
<http://www.cnm.fr>

CRÉATION GRAPHIQUE

Watson Moustache

Préambule

Le contrat de filière « musiques actuelles » en Occitanie

Formalisé en juillet 2018, le partenariat développé entre l'Etat (DRAC), la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et le Centre national de la musique dans le champ des musiques actuelles vise à traiter les besoins de la filière musicale en région tout en rendant compte de la diversité des modèles économiques, des esthétiques et des réalités territoriales.

Les actions conduites dans ce cadre prennent appui sur une démarche de concertation approfondie avec l'ensemble des acteurs de la filière sur toute la durée du contrat de filière, soit de 2018 à 2021. Le contrat de filière associe les partenaires concernés par sa mise en œuvre et pour ce faire, sa gouvernance implique étroitement le COREPS, la fédération OCTOPUS et Occitanie en Scène au sein d'un comité stratégique

Les signataires et leurs partenaires entendent accompagner le développement des acteurs de la filière des musiques actuelles, favoriser l'émergence de nouvelles pratiques, encourager la reconnaissance d'un secteur en pleine mutation technologique et économique dans une perspective d'aménagement du territoire.

En 2020, en référence aux incidences de la crise sanitaire, les principes rappelés dans ce préambule adoptent une résonance toute particulière. Bien au-delà des mesures d'urgence dont chacun des signataires du contrat a choisi de se doter, la nécessaire prise en compte des situations auxquelles le secteur musical est aujourd'hui confronté orientera l'ensemble des actions à mener au cours des mois à venir.

1. Présentation de l'appel à projets « Soutien à la programmation en milieu rural et aux nouvelles formes de diffusion des musiques actuelles »

1.1. Présentation de la démarche

Le territoire régional est riche d'une grande diversité d'acteurs œuvrant en faveur de la diffusion musicale, mais on y observe, comme dans la plupart des secteurs d'activité, un important déséquilibre entre zones urbaines et rurales.

Qu'ils relèvent ou non d'une dynamique commerciale, la plupart des opérateurs programmant des concerts de musiques actuelles en milieu rural restent peu repérés des institutions. Par ailleurs, ils rencontrent souvent des difficultés à offrir aux artistes et techniciens des conditions professionnelles d'emploi et, surtout, conformes au cadre réglementaire.

Par ailleurs, la loi d'urgence consécutive à la crise sanitaire de l'année 2020 impacte fortement les arts de la scène, tout particulièrement le secteur musical dont une part significative des ressources est liée à la vente de spectacles. Dans ce contexte, bon nombre d'équipes artistiques et de porteurs de projets se projettent dans de nouvelles formes d'expression ou de diffusion, dans l'espace public ou privé, petites formes souples, parfois proches de la performance, adaptées à des conditions de spectacle en décalage avec les normes communément admises, dans des lieux identifiés ou atypiques.

Du fait de l'élan de solidarité auquel la période invite, ces propositions tendent le plus souvent à rencontrer les populations et les milieux qui ont le plus souffert de l'isolement

culturel aggravé par la crise : zones rurales éloignées, mais également milieux périurbains, quartiers politique de la ville, etc.

Rappelons enfin que les temps de concertation proposés par la fédération Octopus et Occitanie en Scène ont permis de souligner l'utilité d'un accompagnement des programmations inscrites dans les territoires de faible densité et peu structurés en matière d'offre culturelle.

Forts de ce constat, et déterminés à accompagner la redynamisation de la diffusion musicale dans le cadre de l'après crise sanitaire, l'Etat (DRAC), la Région et le Centre national de la musique souhaitent poursuivre et élargir l'accompagnement amorcé en 2018 et 2019 en faveur de la programmation des musiques actuelles auprès des territoires et des populations les moins dotées en matière d'offre culturelle.

L'appel à projet « Soutien à la programmation en milieu rural et aux nouvelles formes de diffusion des musiques actuelles » s'inscrit dans une logique de complémentarité avec le dispositif GIP Cafés Culture dont l'Etat est le premier soutien et auquel la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a adhéré le 20 juillet 2018.

1.2. Objet de l'appel à projet « Soutien à la programmation en milieu rural et aux nouvelles formes de diffusion des musiques actuelles »

Le présent appel à projets doit permettre de :

- Assurer une présence artistique sur l'ensemble du territoire régional, notamment en milieu rural.
- Soutenir des programmations artistiques atypiques et originales adaptées aux conditions imposées par la crise sanitaire et destinées à des publics éloignés de l'offre culturelle.
- Soutenir les initiatives nouvelles respectant les conditions professionnelles en matière d'emploi et d'accueil des spectacles ainsi que du public, dans une perspective de développement de l'emploi artistique en région.
- Améliorer l'équilibre femmes / hommes à chacune des étapes constitutives des actions mises en place dans le domaine des musiques actuelles : organisation/gestion/direction, conduite de projets, développement des partenariats et des publics, contenu des programmations.
- Améliorer l'articulation entre les actions menées dans le cadre du Contrat de filière, les différents dispositifs de droit commun et le GIP Café Culture.

1.3. Critères d'éligibilité

1.3.1. Projets cibles

Cet appel à projet vise à soutenir une activité de programmation comprenant un minimum de 7 concerts d'artistes ou groupes professionnels différents, répartis de façon non concentrée (1 ou 2 concerts sur un mois) entre le 01/10/2020 et le 30/09/2021.

La programmation répondra à l'une ou l'autre des deux caractéristiques suivantes :

- En milieu rural : programmations pour tous types de publics, dans des lieux situés dans une ou plusieurs communes d'Occitanie de moins de 5 000 habitants, en dehors du territoire des Métropoles de Toulouse et de Montpellier,
- En milieu rural et/ou urbain : proposition de nouvelles formes d'expression et de diffusion dans des lieux situés dans l'espace public ou privé, notamment pour une population éloignée de l'offre culturelle.

Les spectacles présentés par des artistes non professionnels ne pourront être pris en compte dans le cadre de cet appel à projet.

1.3.2 Bénéficiaires

Le bénéficiaire du présent appel à projets doit :

- Être une association ou une société dont le siège social est situé en Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.
- Attester d'une date de création antérieure d'au moins 12 mois à la date de dépôt du dossier.
- Être titulaire d'au moins une des trois licences d'entrepreneur de spectacle.
- Être en situation régulière au regard de la déclaration et du paiement de la taxe sur les spectacles de variété comme de l'ensemble des obligations faites aux structures professionnelles du secteur musical et des variétés (représentations payantes ou contrat de cession dans le cas de représentations gratuites).
- Avoir transmis le bilan des actions menées antérieurement, pour les structures ayant déjà bénéficié d'un soutien dans le cadre du Contrat de Filière.

1.4. Coresponsabilité sociale

En lien avec les travaux du Coreps Occitanie, cet appel à projet du Fonds Occitanie pour les musiques actuelles expérimente la mise en place d'une mesure de coresponsabilité sociale dans le cadre de contrats de cession, dès le premier euro. Cette disposition, à laquelle chaque structure candidate à l'appel à projet s'engage à se soumettre vise à :

- Éviter la banalisation de contrats de cession dont le montant est inférieur au coût plateau, sans vérification préalable du respect des règles professionnelles et obligations sociales et fiscales,
- Éviter la multiplication du recours à des structures intermédiaires qui n'assument aucune responsabilité effective, ne disposent pas des compétences professionnelles requises, ou ne participent à la prise de risque économique,
- Et plus généralement à développer une culture vertueuse de respect des normes sociales en vigueur.

Les articles L.8222-1 et R.8222-1 du Code du travail imposent au donneur d'ordre de vérifier que son co-contractant s'acquitte des formalités obligatoires prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 pour les contrats supérieurs à 5000 euros HT. Conformément à l'article L.3245-2 du Code du Travail, le bénéficiaire peut être tenu, solidairement avec l'employeur du salarié, au paiement des rémunérations, indemnités et charges dues en cas de défaillance de celui-ci.

Cette disposition est étendue à toute contractualisation dès le premier euro dans le cadre du présent appel à projet : l'octroi d'une aide dans la filière Musiques Actuelles au titre du présent appel à projet est conditionné à l'engagement à procéder à ces vérifications quel que soit le montant des contrats.

1.5. Dépenses éligibles

En cohérence avec le Règlement de l'Union européenne n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, dit « Règlement général d'exemption par catégorie » (RGE, article 53 paragraphe 5), les dépenses éligibles incluent toutes celles qui participent directement à la réalisation du projet : rémunération des personnels artistiques et techniques, location de matériel, frais de communication, transport et hébergement. Les charges de structures sont limitées à 25 % du budget prévisionnel.

2. Modalités de fonctionnement

2.1. Candidatures

Le dossier de candidature peut être constitué :

- soit prioritairement via la plateforme en ligne du Centre national de la musique
- soit en téléchargeant le formulaire Excell et en envoyant les pièces demandées dans ce document, à l'adresse mail suivante : occitanie@cnm.fr

Le formulaire de candidature est à télécharger sur le site internet du Centre national de la musique : <https://www.cnm.fr>

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au lundi 16 novembre 2020.

Le formulaire-type à renseigner intègre les aspects suivants :

- Description détaillée de l'action,
- Identification précise du territoire, des lieux de diffusion et des publics ciblés,
- Programmation prévisionnelle faisant l'objet de la demande selon modèle fourni,
- Budget prévisionnel détaillé de l'opération,
- Evaluation de l'impact de la programmation (faisant l'objet d'une demande au titre du présent appel à projet sur la dynamique culturelle locale.

2.2. Instruction et sélection des projets

Seules seront instruites les demandes répondant aux critères d'éligibilité précisés en 1.3.

L'instruction des projets est assurée conjointement par l'Etat (DRAC), la Région, et le Centre national de la musique, lesquels peuvent solliciter l'expertise des réseaux professionnels et des pôles de compétences régionaux concernés. Les dossiers déclarés éligibles seront soumis pour examen et décision au comité de sélection qui se réunira en décembre 2020.

Cet appel à projet n'a pas vocation à soutenir :

- Les opérateurs accompagnés par l'un ou plusieurs des 3 signataires du contrat de filière dans le cadre de leurs dispositifs de droit commun, pour un objet similaire et pour la même programmation.
- Un ou plusieurs événements ponctuels ou festivals.
- Tout ou partie d'une tournée régionale.
- Les programmations dont plus de 30% des dates seraient déjà soutenues dans le cadre du GIP café culture.

Une même structure ne peut déposer qu'une seule demande au titre du présent appel à projet.

2.3. Critères d'appréciation

Les candidatures au présent appel à projets seront appréciées selon les critères suivants :

Qualité du dossier :

- Présentation générale (contenu, lisibilité, précision, concision),
- Appropriation des objectifs généraux et spécifiques de l'appel à projets,
- Cohérence budgétaire, cofinancement, niveau de ressources propres.

Partenariat :

- Articulation souhaitable avec le dispositif GIP Cafés-Cultures : coordination des calendriers de programmation, communication concertée, coopérations d'ordre technique, etc.
- Capacité à développer des coopérations entre structures de typologies et d'expériences différentes.

Pertinence du projet :

- Nombre d'artistes programmés, dont nombre d'artistes en contrat d'engagement,
- Attention portée aux nouvelles formes d'expression et de diffusion artistiques dans l'espace public ou privé
- Qualification professionnelle des artistes et groupes programmés, qu'ils soient émergents ou confirmés (la pratique en amateur est exclue du champ de l'appel à projet).
- Proportion de projets portés par des artistes femmes,
- Attention portée aux artistes régionaux, notamment aux artistes en développement lors des 1ères parties,
- Modalités proposées pour aller à la rencontre des publics privés d'offre culturelle,
- Participation éventuelle des habitants et/ou des spectateurs,
- Prise en compte de la diversité des esthétiques musicales,
- Spécificités de l'action en résonnance avec le territoire.

2.4. Modalités et conditions de versement de l'aide

Le soutien accordé au titre du présent appel à projets ne pourra excéder 50 % des dépenses éligibles telles que définies plus haut. Son montant sera **plafonné à 10 000 €**.

L'aide attribuée au titre du présent appel à projet sera versée sous forme d'une avance de 70 % du montant total, puis, à l'issue de l'opération, du solde. Ce dernier sera versé sur présentation des justificatifs suivants :

- Bilan détaillé de la programmation selon modèle fourni,
- Budget réalisé de la saison de concerts,
- Fiches de paie des artistes et techniciens éventuels en cas d'engagement direct,
- Contrats de cession, complétés d'un engagement du bénéficiaire au regard de la coresponsabilité sociale (Cf. conditions détaillées au § 1.3 Critères d'éligibilité).
- Tout élément justifiant la tenue des concerts et mentionnant explicitement le soutien de l'Etat, de la Région et du Centre national de la musique dans le cadre du contrat de filière « musiques actuelles » : flyers, articles de presse ...
- Relevé d'Identité Bancaire.

Les pièces du bilan, à l'issue de la réalisation du projet, seront à déposer sur la plateforme en ligne du Centre national de la musique ou à envoyer à l'adresse occitanie@cnm.fr

L'aide sera versée par le Centre national de la musique, gestionnaire du fonds commun dans le cadre de ce partenariat.

Renseignements :

Pour plus d'informations vous pouvez contacter :

Région :

Fabrice RICHARD (site de Montpellier) – fabrice.richard@laregion.fr

Georges MIRA (site de Toulouse) – georges.mira@laregion.fr

Etat (DRAC) :

Valérie BRUAS (site de Montpellier) – valerie.bruas@culture.gouv.fr

Juliette ROUILLON-DURUP (site de Toulouse) – juliette.rouillon-durup@culture.gouv.fr

Centre national de la musique :

Clémence LEZIER : clemence.lezier@cnm.fr

2018-2021

CONTRAT DE FILIÈRE

MUSIQUES ACTUELLES ET VARIÉTÉS

~ OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE ~